

## **Atelier n°14, Les enjeux politiques des émeutes urbaines**

**MAZOUZ Sarah**

**Doctorante en thèse de sciences sociales, « La discrimination raciale en question. De la sociologie des politiques publiques à l'anthropologie des pratiques sociales » à l'EHESS sous la direction de Didier Fassin**

**Institut de recherche sur les enjeux sociaux (IRIS, ex-CRESP et GTMS)**

Entre classe, race<sup>1</sup> et genre ? Retour sur la participation ou la non participation des « jeunes de banlieue » aux émeutes de l'automne 2005<sup>2</sup>

J'aimerais dans le cadre de l'atelier « les enjeux politiques des émeutes urbaines » revenir sur la manière dont certain-e-s de mes enquêté-e-s ont décrit les émeutes de l'automne 2005 et leur positionnement par rapport à cet événement – certains y ont participé, d'autres ont adopté davantage une position d'observateur approuvant ou non le mouvement – afin d'analyser dans leurs discours non seulement les modalités prises par les rapports de classe, de race et de genre pour expliquer ou légitimer cette mobilisation mais aussi de voir comment se conçoit leur rapport au politique. En partant de l'examen de leurs discours, il s'agira de voir comment est conçu par ces enquêté-e-s le sens des émeutes de l'automne 2005 et de tenter de reconstituer à partir de là des pratiques. Il est en effet frappant de voir comment certains d'entre eux définissent ces émeutes comme non politiques afin de disqualifier, non pas les émeutes, mais la politique entendu comme politique politicienne et partisane alors même qu'ils en analysent le déclenchement en termes moraux – les paroles insultantes et stigmatisantes du ministre de l'Intérieur – et politiques – la manière dont la police use à leur endroit d'une violence illégitime. En ce sens l'expérience individuelle de la stigmatisation et des discriminations raciales constitue pour elles et eux une communauté de destin en même temps qu'elle révèle l'imbrication des rapports de classe et de race. La participation ou non aux émeutes exprime et renforce, quant à elle, la manière dont se construisent les rapports de genre. Le matériau ethnographique recueilli semble donc, à ce stade de l'enquête de terrain, mettre évidence une complexification des rapports de classe à l'aune des rapports de race alors que les rapports de genre introduisent une forme de diversification dans la manière qu'ont ces enquêté-e-s de penser leur rapport à ce mouvement.

---

<sup>1</sup> Consciente de la possible « valeur de légitimation » (Daniel Sabbagh, *L'Égalité par le droit. Les paradoxes de la discrimination positive aux États-Unis*, p. 281, Paris, Economica, 2003), contenue dans le langage, je souhaiterais toutefois rester attentive aux phénomènes de déni, en nommant ce que font certains individus quand ils le font, quand ils construisent des différences sur un mode racial et en examinant l'impact de ces constructions sur les modes d'identification des personnes victimes d'une perception racialisée.

<sup>2</sup> Ce travail de recherche a bénéficié des moyens et du cadre de réflexion qu'offre le programme financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR), intitulé « Les nouvelles frontières de la société française » et dirigé par Didier Fassin. Je remercie les responsables du centre d'insertion professionnelle où j'ai pu faire cette partie de mon enquête de terrain pour leur accueil et leur disponibilité. Je tiens à exprimer ma gratitude à tou-te-s les jeunes « stagiaires » du centre qui ont accepté de discuter avec moi et de me livrer une part de leur expérience. Mes remerciements vont enfin à Étienne Pénissat pour la lecture attentive qu'il a faite de ce texte.

### L'enquête de terrain

Cette partie de l'enquête de terrain s'est déroulée du mois d'avril 2006 au mois de juillet de la même année dans un centre d'insertion professionnelle situé dans une grande ville de la région parisienne que pour des raisons d'anonymat j'ai choisie d'appeler Doucy. Les personnes qu'accueille ce centre sont âgées de 16 à 25 ans. Dans la plupart des cas, elles y ont été orientées soit par les missions locales pour l'emploi du département, soit par la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) soit par l'Aide sociale à l'enfance (ASE). D'autres sont venus au centre par elles-mêmes. Ce centre vise à aider et à encadrer la formulation d'un projet professionnel par les jeunes « stagiaires » - pour reprendre l'expression qui y est utilisée. Chacun d'entre eux est suivi par un-e référent-e qui l'accompagne dans l'élaboration de « son projet professionnel » ; en même temps le centre offre une série d'ateliers visant à leur donner quelque chose comme une identité sociale de rechange au sens où il s'agit de leur faire acquérir en les travaillant au corps des dispositions nouvelles censées ne pas être stigmatisantes. Pour cela, ces ateliers sont dirigés, comme le dit Esther, l'une des responsables du centre, par des « personnes légitimes dans leur domaine » – le responsable de l'atelier théâtre est par exemple également professeur au conservatoire du département.

Cette partie de mon enquête de terrain s'est d'abord faite par observation participante. J'ai d'emblée été présentée aux jeunes comme une étudiante qui réalisait une thèse sur les discriminations raciales mais mon rôle sur le terrain s'est apparenté à celui des autres référent-e-s du centre, même si je n'étais responsable d'aucun « stagiaire ». J'y ai d'abord été présente de manière hebdomadaire en prenant part à l'atelier théâtre pendant les mois d'avril et mai 2006, puis de manière quotidienne pendant le mois de juin et j'ai continué d'y retourner plusieurs fois par semaine en juillet 2006.

Durant toute la durée de ma présence dans ce centre, j'ai animé avec certain-e-s « stagiaires » un atelier – appelé « atelier socio » - de lecture du texte *Pays de malheur !* de Younes Amrani et Stéphane Beaud. L'idée de cet atelier était de permettre aux « stagiaires » de parler de leur propre expérience en partant du récit fait par Younès Amrani. Participaient à cet atelier, les « stagiaires » qui avaient déjà commencé à lire le livre sous le conseil d'Esther ou ceux dont le ou la référent-e pensait que ce pouvait leur être utile.

Outre le matériau ethnographique recueilli pendant ces séances et durant les nombreuses discussions informelles que j'ai pu avoir avec les stagiaires, j'ai pu réaliser une première série de six entretiens. En juin 2007, j'ai pu faire un deuxième entretien avec l'une des « stagiaires » que j'avais interrogée en 2006.

## I Une manière commune d'analyser les émeutes de l'automne 2005

### *Les termes de cette analyse*

« Première séance de « l'atelier socio », la discussion aborde très rapidement la question des relations et des interactions avec la police. Richard<sup>3</sup>, un stagiaire âgé d'une vingtaine d'année qui se définit comme "métis antillais", prend la parole et commence à parler des émeutes de l'automne 2005. Il se réfère à la mort des deux adolescents et à l'usage fait par la police de la violence. Il ajoute en se comptant parmi les émeutiers : "c'est pour ça qu'on a brûlé le poste [de police]". Les autres prennent part à la discussion. Élisée, un stagiaire âgé de vingt-cinq ans de nationalité congolaise, qui n'a pas pris part aux émeutes, critique l'idée de s'attaquer à des écoles, mais il commente la remarque de Richard sur l'incendie du poste de police en disant : "ça c'est une émeute intelligente. Je trouve que les émeutiers qui s'en prennent à des écoles sont bêtes. Il faut s'attaquer aux commissariats ou aux tribunaux. C'est là qu'il y a beaucoup d'injustice<sup>4</sup>. »

Dans la suite de la discussion, Richard ajoute qu'il y a eu « les paroles de Sarkozy sur le karcher alors qu'il va ensuite en Afrique faire des discours » ; mettant ainsi en évidence

<sup>3</sup> Pour des raisons d'anonymat, tous les noms propres ont été modifiés.

<sup>4</sup> Extrait du journal de terrain, notes prises pendant l'atelier socio, séance du 24 mai 2006.

quelque chose comme un double langage<sup>5</sup> tenu par le ministre de l'Intérieur de l'époque et soulignant la manière dont il instrumentalisait la question de l'immigration en stigmatisant les uns et en allant parler ensuite de coopération aux pays dont la majorité des immigrés sont originaires. Par ailleurs, cette remarque faite par Richard laisse entendre aussi que ce double langage est constitutif de ce qu'il appelle « un manque de respect » : « manque de respect » vis-à-vis de leurs parents qui sont venus travailler en France et qui ont contribué à la croissance et au dynamisme de l'économie française ; « manque de respect » qu'expriment aussi et redoublent les paroles stigmatisantes tenues sur « le karcher » ou quelques semaines avant le déclenchement des émeutes sur « la racaille ». Julien, un autre stagiaire présent pendant cette séance de l'atelier « socio » qui ne dira rien de sa participation ou pas aux émeutes, reparle alors des événements de Clichy-Sous-Bois. Il procède au même rappel des événements qui ont déclenché le mouvement : la mort des deux adolescents Zied et Bouna, électrocutés alors qu'ils essayaient d'échapper à un contrôle de police. Il reprend alors aussi la même expression que Richard et parle du « manque de respect » comme étant la cause du déclenchement des émeutes. Là encore, cette expression désigne les paroles tenues par M. Sarkozy. Mais elle sert aussi à décrire à la fois la mort injuste de deux adolescents innocents et la manière dont Zied et Bouna ont été accusés à tort d'être des délinquants fuyant la police. La manière dont ont été décrits les adolescents est ainsi conçue comme quelque chose qui entache leur mémoire et empêche les familles de vivre paisiblement leur période de deuil. Ainsi, par cette série de référence au respect, mes enquêtés donnent comme cause aux émeutes une rupture de l'équilibre des valeurs, aussi fragile soit-il et un déni de justice minimale. Si les émeutes ont eu lieu à ce moment-là et pas à un autre, c'est parce que le seuil de brutalités et de violences policières auxquelles se sont habitués les jeunes – et qu'ils désignent par l'expression « on a appris à ne pas céder aux provocations<sup>6</sup> » – a été dépassé. Si c'est aux commissariats et aux tribunaux qu'il fallait d'abord s'attaquer, c'est parce que comme le dit Élisée, « c'est là qu'il y a beaucoup d'injustice ». Ainsi l'image des trois adolescents contraints de se cacher dans un générateur électrique pour fuir un contrôle de police alors qu'ils étaient en train de terminer une partie de football incarne de manière dramatique l'usage fait par la police de la violence. Sans contester l'idée que la police soit dépositaire d'une autorité et d'un pouvoir, le propos de mes enquêté-e-s pointe le fait qu'il s'agisse là d'usage illégitime puisque la police s'en est pris dans ce cas à des innocents et qu'elle a conduit à la mort de deux d'entre eux<sup>7</sup>. Les émeutes sont donc pensées comme une réponse à une situation d'injustice devenue intolérable parce que la mort de deux adolescents est une rupture et, pour reprendre l'expression d'E. P. Thompson (Thompson 1971 : 78), un « outrage » fait aux postulats moraux qui réglaient, dans ce cas, les interactions entre les

---

<sup>5</sup> Cette question du double langage tenu par le ministre de l'Intérieur de l'époque revient aussi dans le propos de mes enquêté-e-s quand ils me disent être choqué-e-s par la manière dont ce dernier justifiait sa réforme du CESEDA en arguant du fait qu'il était lui-même fils d'immigrés.

<sup>6</sup> Cette expression est revenue dans le propos de différents enquêtés rencontrés aussi bien dans ce centre d'insertion professionnelle qu'à la mission locale de Doucy en janvier et février 2005.

<sup>7</sup> Je retrouverai le même type d'analyse deux jours plus tard lorsque Sambaly, un jeune d'origine ivoirienne, âgé d'une quinzaine d'années me raconta les deux jours de garde-à-vue qu'il venait de passer « pour rien », parce qu'il discutait avec un de ses copains, Walid, en sortant du club rap de son quartier vers une heure du matin. Les deux adolescents ont d'abord été accusés par les agents de la BAC [Brigade anti-criminalité] d'avoir cassé le pare-brise d'une voiture pour la voler. Comme ils discutaient en étant adossés à la voiture de Walid, les agents les ont aussi accusés de vouloir voler cette voiture-là et n'ont pas cru Walid quand il leur a rétorqué qu'elle lui appartenait. Ils ne vérifieront son permis qu'à la fin de la garde-à-vue qui aura duré quarante-huit heures. Quand il me fera le récit de cette garde-à-vue Sambaly me dira à moment : « les flics, ils sont censés appliquer la loi et ils appliquent leur loi » Il me parlera ensuite de la première fois qu'il a eu affaire à la police en m'expliquant que c'était pour un vol de croissant au supermarché, ajoutant : « mais là au moins j'avais volé quelque chose ! Ils avaient raison » (journal de terrain, récit fait par Sambaly de sa garde-à-vue, centre d'insertion professionnelle, Doucy, le 26 mai 2006).

« jeunes » et la police. Le déclenchement des émeutes est donc à comprendre non au sein d'une économie politique mais au sein d'une économie morale (Thompson 1971 : 76-136 ; Fassin 2006) dans laquelle l'expérience d'interactions avec la police prend son sens.

### *Une expérience plus large*

Dans l'extrait de mes notes de terrain cité plus haut, le fait de parler des interactions avec la police avait amené mes enquêté-e-s à parler des émeutes, de la même manière l'explication et la légitimation de ce mouvement se fait par la référence à une expérience partagée de discrimination et de stigmatisation que l'événement déclencheur des émeutes redouble et cristallise. Ainsi dans le second entretien que j'ai réalisé, Kahina, une « stagiaire » de vingt-cinq ans qui n'a pas participé aux émeutes, m'explique qu'elles ont pour source les contrôles qui frappent les adolescents ou les hommes<sup>8</sup>, « la violence de flics » qui fait que les garçons ont « la rage contre eux » et « ne peuvent plus les saquer » et le fait qu'ils fassent de « la provocation » de manière quotidienne. Lorsqu'elle cherche à illustrer l'idée que la police fait subir un traitement défavorable et injuste aux adolescents et aux hommes des quartiers populaires, Kahina prend deux exemples dans lesquels est mise en avant la perception racialisée qu'ont les policiers de ceux à qui ils font subir un contrôle ou plutôt la dimension racialisée des interactions qui mettent en œuvre un usage illégitime de la violence ainsi que son recroisement avec les identités de genre.

« C'est tout con et bête, (...) on était un petit groupe. La fille, elle a sauté [au-dessus du portillon pour accéder au quai du RER], il y avait des flics, ils lui ont demandé de refaire le tour et de payer. Il y a un black qui a sauté, ils l'ont contrôlé, la fouille au corps et tout<sup>9</sup>. »

Un peu plus tard, elle me raconte la manière dont le plus jeune de ses frères a été contrôlé dans le quartier même où ils habitent.

« Il allait à la mosquée en djellaba et là ce n'est pas la police, c'est la BAC [Brigade anti-criminalité], directement. C'était du genre, d'après ce qu'il m'a dit, "tu vas à la mosquée, tu fais ceci" en donnant des petites baffes en même temps<sup>10</sup>. »

La couleur de peau ou la religion en même temps que le genre jouent dans les exemples donnés par Kahina comme des marqueurs qui déterminent l'attitude que vont adopter les policiers pendant un contrôle. Elles les présentent comme étant ce qui fonde l'attitude différente des policiers à l'égard de tel ou tel individu. Lorsqu'elle parle de la jeune fille qui était avec eux pour faire une mission d'intérim, Kahina ne fait pas mention de sa couleur de peau parce que le fait d'être une fille annule ou du moins amoindrit dans ce cas les formes d'assignations raciales que connaissent les adolescents et les hommes. Dans son propos, le seul fait d'être une fille explique le traitement plus clément des policiers qui demandent alors à la jeune fille de repasser par le portillon et de payer son ticket de RER. En revanche, dans le cas du « black » ou de son jeune frère, la réaction des policiers met en évidence une forme d'assignation où s'entrecroisent genre et race. En reprenant les analyses faites par Kimberlé W. Crenshaw (Crenshaw 2005 : 51-82) sur les violences faites aux femmes noires et en l'appliquant aux cas des violences policières exercées à l'endroit des adolescents et des

---

<sup>8</sup> Sur l'usage de cet argument dans l'explication de la répartition genrée des rôles pendant les émeutes, voir la troisième partie de ce travail.

<sup>9</sup> Deuxième entretien avec Kahina, centre d'insertion professionnelle, Doucy, le 27 juin 2007.

<sup>10</sup> Entretien avec Kahina, le 27 juin 2007.

hommes des quartiers populaires, il est possible non seulement de parler, plutôt que d'addition, d'intersection des déterminants de genre et de race mais aussi de souligner que cette intersection est structure même de la domination spécifique qu'ils subissent de la part de la police. Alors que le fait d'appartenir à une même classe sociale semble ici sans pertinence pour expliquer les interactions qu'elle décrit, Kahina choisit des exemples qui mettent en évidence l'assignation raciale, le recroisement des identités de genre et de race en même temps que les discriminations – c'est-à-dire un traitement défavorable fondé sur la prise en compte d'un critère illégitime – que subissent les adolescents et les hommes des quartiers populaires lorsqu'ils sont confrontés à la police.

Réponse à l'usage – illégitime et quotidien – fait, à l'encontre de certaines populations, de la violence par la police, les émeutes de l'automne 2005 interrogent donc l'État en tant qu'il est le détenteur du monopole de la violence et recèlent de ce fait un sens politique<sup>11</sup>. Quant à l'analyse de l'événement partagée par mes enquêtés-e-s, elle laisse apparaître la formulation d'une identité politique commune au sens où ils auraient les mêmes valeurs et la même perception de la situation. Cette analyse partagée peut, certes, procéder du caractère *a posteriori* d'un discours qui vise à légitimer le mouvement et qui reprend en son sein des éléments d'analyse produits dans l'espace public dans la mesure où, pour reprendre l'analyse d'Éric Fassin (Fassin 2004 : 3), « les pratiques sociales ordinaires, auxquelles s'attache l'ethnographie, ne se déroulent pas dans l'inconscience des débats qui agitent la sphère publique ». On peut néanmoins y voir aussi la manière même dont s'est construit et conçu le mouvement au moment même où avaient lieu les émeutes. Loin d'être un mouvement « sans voix et sans discours » comme on a aimé à le décrire, les émeutiers ont accompagné leurs actes de paroles diffusées notamment par l'intermédiaire des blogs où étaient énoncées durant les émeutes les raisons du mouvement<sup>12</sup>, c'est-à-dire les revendications du mouvement qu'ils menaient et que pouvaient s'approprier toutes celles et tous ceux qui se sentaient concerné-e-s par l'événement.

## II Les émeutes, un événement politique ?

### *Le discrédit de la politique*

« Suite aux propos de Richard, j'essaie de leur dire que c'est pour cette raison que les émeutes sont un événement politique. Richard réagit tout de suite vivement en me donnant l'impression que mes propos disqualifient les émeutes : "Non, je ne suis pas d'accord ! Les politiques, ils n'ont rien fait ! Les éducateurs ont fait des rapports depuis des années sur ce qu'il y a ici, dans les quartiers, et ils ne les ont pas écoutés ! Non, les émeutes, c'est de la violence, on a utilisé ce qu'on avait." D'autres participant-e-s comme Julien sont d'accord avec lui<sup>13</sup>. »

La réaction vive de Richard laisse entendre une confusion entre d'une part le caractère et le sens politiques d'un acte et d'autre part la politique au sens du programme d'action d'un

---

<sup>11</sup> Je suis dans tout ce passage les analyses faites par Didier Fassin lors de la conférence intitulée « Le modèle républicain confronté aux discriminations » organisée à l'EHESS le 25 janvier 2006 lors du cycle « Penser la crise des banlieues ». [www.ehess.fr/enseignements/cercles-banlieues/video\\_modele\\_republicain](http://www.ehess.fr/enseignements/cercles-banlieues/video_modele_republicain)

<sup>12</sup> Voir: <http://zied-bouna.skyrock.com/>, <http://bouna93.skyrock.com/>, <http://mortpourrien.skyrock.com/>, <http://laconscience.canalblog.com/archives/2005/11/27/1057550.html>

<sup>13</sup> Extrait du journal de terrain, « atelier socio », séance du 24 mai 2006.

homme politique. Lorsqu'il refuse de considérer que les émeutes aient été un événement politique, cet enquêté exprime en fait le discrédit porté sur la politique conçue, pour reprendre l'expression consacrée, comme « politique politicienne », comme la conquête du pouvoir menée par un homme ou une femme ou comme la lutte pour se maintenir au pouvoir en faisant fi des attentes des citoyens et des promesses faites pendant la campagne. En ce sens, la réaction de Richard peut être rapprochée, des paroles citées par Daniel Gaxie (Lagroye (dir.) 2003 : 328) d'un homme d'origine cambodgienne diplômé d'une école de commerce et au chômage qui explique que pour lui « la politique ce sont "des luttes de pouvoir", que quand ils passent dans les médias, les hommes politiques cherchent à "convaincre les gens", en faisant des "promesses non tenues", ce qui le conduit à les placer "tous dans le même panier" ». Cette réaction n'exprime pas pour autant un désinvestissement par rapport au politique. Elle marque une distance par rapport à la politique telle qu'elle se pratique et au monde politique, mais elle ne correspond pas à une forme de dépolitisation au sens d'un indifférentisme par rapport aux modalités d'actions du pouvoir et à leurs conséquences sur le mode d'existence des individus. D'abord, « L'imputation de responsabilité au pouvoir – qu'elle soit positive ou négative – qui est au fondement de la politisation même minimale » (Braconnier, Domargen, 2007 : 126) est présente dans son discours comme dans celui de mes autres enquêté-e-s. Ensuite, il est à noter que les pratiques culturelles de mes enquêté-e-s et plus généralement des jeunes de leur âge et de leur milieu social induisent une forme de politisation pour autant que les textes de rap ou de slam se fondent essentiellement sur une analyse politique de la société. La description des violences policières, le récit d'expériences de discriminations, les problèmes rencontrés dans l'institution scolaire, les hommes politiques qui ne tiennent pas leurs promesses sont en effet autant de figures des textes de rap et de slam que mes enquêté-e-s écoutent ou produisent. Par exemple lors d'une soirée de slam poésie à laquelle j'assistais avec eux, un premier participant a commencé son texte en disant « de la discrimination, j'en ai vu de toutes les couleurs », Élisée a choisi de dire un texte où il parlait de la guerre au Congo-Brazzaville – son pays natal – et où il se référait à l'histoire coloniale, Kahina un texte où elle parlait des discriminations raciales à l'embauche – « les préjugés sont monnaie courante. (...) Pourquoi les entreprises nous jugent sur notre tête ? » – et du manque de moyens consentis à l'Éducation nationale concluant ainsi : « De l'argent à l'Éducation nationale, c'est un ministère plus important que le ministère de l'Intérieur », alors que Joachim, un stagiaire du centre âgé de vingt-deux ans, a récité un texte où il était question des difficultés d'accès pour les populations de couleur aux carrières politiques<sup>14</sup>. Dès lors, la réaction de Richard est à entendre non comme l'expression d'une dépolitisation mais comme celle d'une forme de politisation particulière qui tout en imputant aux hommes politiques et au politique dans son ensemble une série de problèmes ou de crises non résolues rejette le milieu – ou le champ – politique sans doute davantage parce qu'ils en sont exclus que parce qu'ils n'en comprendraient pas les règles de fonctionnement. L'expression des revendications se fait alors hors des modalités habituelles de l'action politique (vote, partis, syndicats, associations, manifestations); ce qu'exprime d'ailleurs la formule de Richard pour expliquer le type d'action choisi : « on a utilisé ce qu'on avait pour nous faire entendre<sup>15</sup> ». Cependant, le type de revendication reste d'ordre politique : dire pour reprendre l'extrait du texte de slam de Kahina qu'il faut donner plus d'argent au ministère de l'Éducation nationale qu'au ministère de l'Intérieur rappelle des formules qu'on peut trouver dans beaucoup de tracts syndicaux. Il n'en demeure pas moins que, sur fond de cette analyse partagée, des différences apparaissent quand sont formulées les réponses conçues comme pertinentes à donner. Kahina m'exprimera ainsi son scepticisme quant à l'efficacité politique des émeutes en me disant que le fait de brûler des voitures et des commissariats allaient se retourner contre « nous » et renforcer

---

<sup>14</sup> Journal de terrain, soirée « slam poésie » à la mission locale de Beltrand-Lès-Monts, le 16 juin 2006.

<sup>15</sup> Journal de terrain, atelier « socio », séance du 24 mai 2006.

l'idée que les gens se font des « jeunes » même si « la raison de s'énervier existe »<sup>16</sup>. Quant à Élisée, il dira ne pas avoir participé aux émeutes et m'annoncera en décembre 2006 avoir pris sa carte au Parti socialiste « pour faire des choses<sup>17</sup> ».

### *Éléments de différenciation dans le discours des enquêté-e-s*

La première partie de ce travail a mis en évidence l'analyse partagée par mes enquêté-e-s du déclenchement des émeutes. Pourtant, des éléments de différenciation apparaissent dans l'appréhension plus détaillée qu'ils ou elles donnent de l'événement. On peut déterminer une ligne de partage d'une part entre ceux qui attribuent un sens politique à l'événement et ceux qui, à l'image de Richard, le lui refuse au nom d'un discrédit du politique, et d'autre part entre ceux qui sont réticents à parler en termes de classe et à articuler les identités de classe et de race dans l'analyse qu'ils donnent de l'événement et ceux qui procède de cette manière.

En effet, certain-e-s de mes enquêté-e-s revendiquent le sens politique de cet événement. Inès, une jeune femme de vingt-neuf ans que j'ai rencontrée par l'intermédiaire de l'un des responsables du centre bien qu'elle n'ait jamais été « stagiaire », m'explique que les émeutes avaient une portée revendicative dans la mesure où « brûler de gros trucs comme ça [elle parle du théâtre qui a été brûlé dans son quartier pendant les émeutes]<sup>18</sup> » permet aux jeunes de se faire entendre. Elle m'expliquera que l'incendie du théâtre est une réponse à l'exclusion que subissent les jeunes de ce lieu pourtant situé à côté de la maison de quartier. Reprenant la question qu'elle avait posée lors d'un colloque organisé à la suite de cet incendie sur les pratiques culturelles des jeunes, Inès analyse l'incendie du théâtre de la manière suivante :

« Et j'ai posé la question [pendant le colloque] : "comment ça se fait que le théâtre ait brûlé ? Les jeunes ont brûlé des voitures et le théâtre. C'est une forme de quoi ? Le théâtre, c'est quelque chose... Ils vivent dans le quartier. On a un théâtre ici, est-ce que c'est les jeunes qui y vont ? " et j'ai dit que non, qu'on voyait toujours des bus, des extérieurs venir<sup>19</sup>. »

L'incendie du théâtre marque donc l'échec de la politique de la ville et de la démocratisation de la culture. Si les « jeunes » ont brûlé le théâtre en même temps que les voitures et les commissariats, ce n'est pas par haine de la culture mais bien pour signifier qu'ils avaient été exclus d'un lieu qui était censé leur être ouvert et que la construction du théâtre dans ce quartier populaire de Doucy, loin de la dépasser, n'a fait que marquer de plus belle une expérience d'exclusion et de ségrégation.

Pour sa part, Élisée attribuera aux émeutes une efficacité politique dans la mesure où il conçoit cet événement comme quelque chose qui a permis, du moins en partie, de changer les choses. Dans son propos, les émeutes sont aussi conçues comme un instrument de revendication politique. Il me dira que « Les jeunes sont obligés de faire des trucs comme les émeutes pour renverser l'opinion » et que c'est grâce aux émeutes qu'« ils ont commencé à sortir des contrats comme le CAE [contrat d'accompagnement dans l'emploi], à dire "la priorité c'est les jeunes" »<sup>20</sup>. Les émeutes sont également conçues comme un événement politique en ce qu'elles marquent un avant et un après du monde social en contribuant

<sup>16</sup> Entretien avec Kahina, le 22 juin 2006 et le 27 juin 2007.

<sup>17</sup> Journal de terrain, centre d'insertion professionnelle, Doucy, le 20 décembre 2006.

<sup>18</sup> Entretien avec Inès, son appartement, Doucy, le 27 juin 2006.

<sup>19</sup> Entretien avec Inès, le 27 juin 2006.

<sup>20</sup> Entretien avec Élisée, centre d'insertion professionnelle, Doucy, le 19 juin 2006.

notamment à changer certains des modes de perceptions qui le structurent et à poser de nouvelles questions pour l'appréhender. Élisée lie ainsi les émeutes et l'émergence d'une question noire en France. À un moment de l'entretien, il me dit : « Les Noirs, ils sont là depuis un certain temps en France et il a fallu les émeutes pour qu'on sorte "genre les Noirs de France", pour qu'ils se rendent compte qu'on existait, quoi<sup>21</sup> ». La confusion d'Élisée qui attribue aux émeutes un rôle dans l'émergence d'une question noire en France paraît significative de l'importance qu'il confère à l'événement. Les émeutes semblent résorber tous les autres événements qui ont eu lieu à la même période. De ce fait, la formation du Conseil représentatif des associations noires (CRAN) n'est plus liée aux débats sur la mémoire et sur l'histoire de l'esclavage et de la colonisation mais aux émeutes qui ont eu lieu en effet à moment où la polémique suscitée par l'article 4 de la loi de 23 février 2005 a été la plus vive et la plus médiatisée.

La référence à la classe sociale et son articulation aux questions d'assignation ou d'identification raciales constitue l'autre élément qui dessine une ligne de partage dans le discours de mes enquêté-e-s. Alors qu'Élisée précise à un moment de la séance de l'atelier « socio » du 24 mai 2006 : « on n'est pas des rouges. On ne se reconnaît pas dans les mecs de la LCR ou dans Arlette<sup>22</sup> », qu'il exprime des réticences lorsque je parle de « bourgeois » et me dit alors « je n'aime pas ce mot », d'autres enquêté-e-s construisent leur analyse sur la notion de classe même s'ils ne s'y réfèrent pas explicitement. La référence à la notion de classe apparaît d'abord dans l'analyse de la stratégie des émeutiers. Kahina critiquera ainsi le fait que les émeutiers s'en prennent aux voitures de leurs voisins :

« C'est vrai qu'ils en avaient vachement marre. Mais j'avais pensé : vous voulez aller brûler des bagnoles, allez à Paname. C'est ça que j'ai pensé. (...) J'en ai parlé aux gamins. Je leur ai dit : "dites-moi pourquoi vous brûlez la bagnole du gars qui est en train de lutter pour nourrir sa famille. En plus tu le connais alors que le mec de Paname, il est en train de se faire du fric à mort sur ta tête<sup>23</sup>" ».

Inès, quant à elle, me dira :

« Par rapport au feu... Dans un sens, je trouve que ça n'est pas bien parce que brûler des voitures de gens qui travaillent une misère pour avoir une voiture, je trouve ça cruel. Les gens, ils sont comme nous, ils sont comme tous ces jeunes, ils galèrent aussi<sup>24</sup>. »

Même si le type d'argument utilisé ici par Kahina et Inès a pu être utilisé pour briser les classes populaires<sup>25</sup> et les désolidariser du mouvement, le propos de ces deux enquêtées exprime au contraire une exigence de solidarité avec les personnes qui sont dans la même situation sociale que les émeutiers et le regret que les émeutiers n'aient pas assez pris en compte cette dimension. Dans le même sens que cet argument et en reprenant le même type d'expression, Kahina m'expliquera avant l'élection présidentielle :

« Je me suis toujours dit que je donnerais toujours une petite chance au facteur parce que lui il a vécu comme nous. (...) Il est facteur. Il est en train de se galérer à pédaler pendant je ne sais pas combien de temps et il en a bavé du SMIC. Il a vécu ce qu'on est en train de vivre<sup>26</sup>. »

---

<sup>21</sup> Entretien avec Élisée, le 19 juin 2006.

<sup>22</sup> Extraits du Journal de terrain, atelier « socio », séance du 24 mai 2006

<sup>23</sup> Premier entretien avec Kahina, centre d'insertion professionnelle, Doucy, le 22 juin 2006.

<sup>24</sup> Entretien avec Inès, le 27 juin 2006.

<sup>25</sup> Cf. L'article de Serge Halimi, « Comment la droite américaine exploitait les émeutes », *Le Monde diplomatique*, décembre 2005, p. 20-21.

<sup>26</sup> Entretien avec Kahina, le 22 juin 2006.



Et lorsque je la reverrai pour réaliser un deuxième entretien, elle me confirmera son choix en me disant : « moi, j'ai voté pour lui parce que c'est un facteur, il est au même niveau que moi<sup>27</sup> ».

Même si elle ne prononce pas le terme, Kahina pense en termes de classe, l'expression « comme nous » se référant à l'idée d'une situation socioprofessionnelle similaire caractérisée par l'accès à certains métiers et par un certain niveau de rémunération. Loin de l'idée qu'il n'y aurait plus de conscience de classe dans les milieux populaires, ces extraits d'entretiens laissent apparaître qu'il manque plutôt à ces enquêté-e-s une idéologie thématissant *a posteriori* une conscience de classe qu'ils ont déjà et la construisant politiquement. Seulement, il est à noter que dans le propos de Kahina, la référence à la classe sociale s'articule aussi à la question de la discrimination et de l'assignation raciales. Aussi bien dans les entretiens réalisés avec elle que dans les discussions informelles que nous avons pu avoir ou encore dans les textes de slam qu'elle écrit, Kahina, fille d'immigrés algériens qui se définit comme « une Française reubeu<sup>28</sup> », m'explique que les émeutes ont aussi eu lieu dans un contexte de chômage ou de précarité qui sont l'effet cumulé de la crise économique et des discriminations raciales que subissent certain-e-s à cause de leur couleur de peau, de leur nom de famille, de leur religion, de leur phénotype ou même plus largement de leur adresse. Ainsi dans le premier entretien réalisé avec elle, Kahina me décrit les difficultés qu'elle a rencontrées pour avoir un contrat à durée indéterminée. À un moment, elle hésite et me dit : « Je ne sais pas si c'était le cv ou si c'est ma tête qui ne correspondait pas<sup>29</sup> ». Si la mention du cv fait référence à son niveau scolaire et joue dans son propos le rôle de donnée objective, l'expression « la tête » est ambiguë dans la mesure où elle peut désigner à la fois la couleur de peau ou le type humain sur lesquels se fonde l'assignation raciale mais aussi ce qui dans la posture ou dans la manière d'être relève davantage de la classe sociale mais est perçu par exemple par l'éventuel employeur de manière racialisée. L'ambiguïté de l'expression utilisée par plusieurs de mes enquêté-e-s se retrouvait par exemple dans les propos de Joachim, un « stagiaire » âgé de vingt-deux ans, blond, à la peau blanche, qui m'expliquait le fait que les professeurs l'ignoraient au collège et au lycée même quand il avait les bonnes réponses parce qu'il avait un *look* de « jeune des citées » et concluait ainsi : « de toute façon, même si on est bien habillé, si la tête, elle ne passe pas, ça n'ira pas » en s'incluant dans ce cas comme si ce qui, dans son habillement, marquait sa classe sociale était aussi racialisant, comme si son appartenance sociale faisait qu'il était perçu de manière racialisée<sup>30</sup>. Même s'il ne s'agit là que de premiers éléments d'analyse tirés de l'enquête de terrain, il est peut-être possible de faire deux hypothèses. D'un part l'expérience des discriminations raciales produirait un processus de racialisation de la classe. D'autre part, l'expérience de la stigmatisation et de l'assignation raciales constituerait la race comme autre modalité possible de l'expérience de classe.

### III Du discours à la pratique

Jusque-là ce travail s'est fondé sur les discours tenus par mes enquêté-e-s pour expliquer les émeutes de l'automne 2005. Cette dernière partie tente pour sa part de reconstituer des pratiques à partir de ces discours. À ce stade de l'enquête de terrain, seul-e-s les enquêté-e-s qui n'ont pas participé aux émeutes ont accepté de m'accorder un entretien. Fait peut-être

---

<sup>27</sup> Entretien avec Kahina, le 27 juin 2007.

<sup>28</sup> Entretien avec Kahina, le 27 juin 2007.

<sup>29</sup> Entretien avec Kahina, le 22 juin 2006.

<sup>30</sup> Journal de terrain, atelier « socio », séance du 24 mai 2006.

significatif, ceux comme Richard qui avaient clairement dit lors de la séance de l'atelier « socio » du 24 mai 2006 avoir participé aux émeutes ou comme Julien dont les réponses avaient laissé planer une ambiguïté quant à sa participation ont eu une présence moins stable au centre. N'ayant pas pu les voir de façon quotidienne comme les autres, il m'a été difficile de négocier avec eux un entretien. Cette dernière partie est donc porteuse d'un biais supplémentaire puisqu'elle se fonde en très grande partie sur les entretiens que j'ai réalisés avec Inès, Kahina et Élisée, tou-te-s plus âgé-e-s que les autres « stagiaires » et faisant preuve à la fois d'une plus grande politisation et d'un discours plus distancié par rapport à l'événement en lui-même. Il s'agira donc de voir d'abord pourquoi ces trois enquêté-e-s n'ont pas participé au mouvement alors même qu'ils le soutenaient et en comprenaient les ressorts. Le deuxième moment de cette dernière partie tentera en se fondant sur ces entretiens mais aussi sur les notes prises pendant les ateliers « socio » ou lors de discussions informelles de mettre en évidence la répartition genrée des rôles pendant les émeutes en se demandant si les identités de genre ont été ou non une source de fragmentation du mouvement.

### *L'influence des trajectoires personnelles et professionnelles*

Élisée, Kahina et Inès n'ont pas participé aux émeutes alors qu'ils trouvaient une légitimité au mouvement et le soutenaient. On peut d'abord noter que ces trois enquêté-e-s sont plus âgé-e-s non seulement que les « stagiaires » qui m'ont dit avoir participé aux émeutes mais aussi que la majorité des émeutiers dont l'âge se situait en moyenne entre quinze et dix-sept ans. Tou-te-s les trois se trouvent aussi à des moments de leur trajectoires personnelles où il s'agit de trouver un travail et, pour reprendre une expression qu'ils ont utilisée pendant les entretiens, de « se poser ». Les contrats de travail qu'ils avaient au moment des émeutes et qu'ils continuaient, pour certains, d'avoir encore au moment de l'enquête de terrain étaient des contrats précaires qu'ils espéraient voir pérenniser. Inès avait un CAE dans la blanchisserie d'un des hôpitaux de la ville, Élisée travaillait comme assistant et animateur informatique dans un collège de la ville et Kahina passait, après plusieurs missions d'intérim, le concours pour devenir douanier aéroportuaire. Malgré des différences de parcours notables entre ces trois enquêté-e-s, tou-te-s ont poursuivi de manière plus ou moins aboutie des études après le collège. Inès avait commencé une formation en BEP « imprimerie- sérigraphie »<sup>31</sup>. Élisée est arrivé en terminale « S » mais n'a pas pu passer son bac une première fois parce que la guerre avait éclaté au Congo et ensuite, une fois en France, parce qu'il ne s'était pas présenté aux épreuves. Kahina a passé un baccalauréat « comptabilité-gestion » et a ensuite fait un BTS dans le même domaine. Élisée et Inès ont chacun un ou plusieurs enfants. Élisée me dira à la fin de l'entretien qu'il m'a accordé qu'il voulait à présent « se poser » pour pouvoir bien s'occuper de son enfant et bien l'accueillir les semaines où il en avait la garde. Inès, pour sa part, donne l'impression de vouloir être présente pour ses deux fils et leur donner ce qu'elle n'a pas pu avoir<sup>32</sup>. Ces différents éléments des trajectoires d'Élisée, Kahina et Inès permettent ainsi d'expliquer leur non participation aux émeutes. Pris dans un processus de

<sup>31</sup> Inès m'expliquera qu'elle avait été orientée là par son éducateur alors qu'elle voulait faire d'autres études. C'est à cause de cette orientation qu'elle a fui le foyer de la DDASS où elle avait été placée et qu'elle a alors passé plusieurs années dans la rue. La naissance de son premier enfant l'amènera à quitter la rue.

<sup>32</sup> Inès qui a été placée avec sa soeur dès l'âge de un an dans une famille d'accueil de la DDASS parce que ses parents – des immigrés algériens – étaient en train de divorcer me parle d'entrée de jeu du calvaire qu'elle a vécu avec cette famille. Elle m'expliquera qu'elle a été ensuite mise dans un foyer dont elle partira pour les raisons mentionnées dans la note précédente. Elle passera plusieurs années dans la rue. À un moment de l'entretien, elle me parle du choix qu'elle a fait de mettre son fils aîné dans un foyer pour qu'il puisse être dans les meilleures conditions d'études et qu'il soit « cadré ». À un moment de l'entretien, elle me dira que ses fils ne se rendent pas compte de la chance qu'ils ont par rapport à ce qu'elle a connu.

stabilisation professionnelle qu'ils ne veulent pas mettre en péril et ayant, pour deux d'entre eux, des enfants sous leur responsabilité, ils ne pouvaient pas prendre le risque de compromettre le fragile équilibre récemment atteint en prenant part au mouvement, même s'ils le soutenaient.

Il est aussi à noter que ces trois enquêté-e-s écrivent des textes de rap ou de slam qui sont la mise en mots à la fois de leurs expériences personnelles et de leur vécu mais aussi une manière d'exprimer leurs positions politiques et leurs analyses du monde social. En appliquant les analyses d'Albert Hirschman (Hirschman 1995 : 15-39) à ces enquêté-e-s, il est possible de dire que leur pratique d'écriture fonctionne comme une prise de parole. En revanche, ceux qui, comme on l'a vu, considéraient qu'il n'y avait plus rien d'autre à faire, ont choisi comme mode d'action les émeutes.

Après avoir tenté d'expliquer pourquoi ces trois enquêté-e-s n'ont pas participé aux émeutes, je souhaiterais revenir dans cette dernière partie sur la question de la non-participation des filles aux émeutes. L'enjeu sera non seulement de voir comment les garçons revendiquent le fait qu'ils aient été seuls à brûler des voitures mais aussi de comprendre pourquoi les filles assument cette répartition genrée des rôles pendant les émeutes. L'analyse de la non-participation des filles permettra alors de déterminer si elle est le signe ou pas d'une fragmentation du mouvement.

### *Les émeutes, un processus de virilisation des garçons ?*

Dans les différents discours que j'ai eu l'occasion d'entendre sur les émeutes, mes enquêtés ne thématizaient pas le fait qu'ils n'étaient qu'« entre mecs ». Aucune référence n'était faite aux filles, que ce soit même pour signaler qu'elles n'avaient pas pris part au mouvement. Il allait de soi que les émeutes soient une affaire d'hommes. À un moment de la séance de l'atelier « socio » du 24 mai 2006, Richard décrit les émeutes comme « une mini guerre civile<sup>33</sup> », soulignant qu'il s'agissait là d'une affaire d'hommes et glorifiant le rôle des participants par l'hyperbolisation de l'événement. Le fait d'agir entre groupes de pairs et de mener ainsi cette « mini guerre civile » laissent entendre dans le propos de Richard que les émeutiers reprenaient en le renforçant le rôle habituel de protecteur du quartier qu'ils revendiquent et que certains des habitant-e-s du quartier leur attribuent, comme l'expliquait Kahina en disant que les émeutiers n'avaient été que des garçons parce que « nous, le quartier qui est-ce qui le protège ? (...) C'est les gars<sup>34</sup> ». Kahina m'avait aussi montré le blog de son quartier où apparaissait la photographie d'une voiture de la police qui avait été retournée pendant les émeutes : des adolescents posaient autour de la voiture pour immortaliser le moment et la photographie était encore sur le blog du quartier six mois après l'événement. Moins que le fait en lui-même, c'est sa mise en scène qui laisse apparaître la manière dont ce type d'événement a pu servir à consolider et à confirmer un rôle de protecteur de leur quartier, le face-à-face avec la police servant alors à accréditer leur réputation d'audace et de vaillance et à renforcer les adolescents dans ce qu'ils considèrent être leur rôle d'homme.

La confirmation de ce rôle se fonde donc sur la manière dont mes enquêtés décrivent, en les grossissant, leurs confrontations avec les unités de police comme des attaques et des assauts où seraient pris des commissariats ou des voitures de police. Le récit de ce qu'ils décrivent comme des affrontements sert à consolider leur réputation non seulement au sein de leur quartier mais aussi à l'affirmer par rapport aux adolescents d'autres quartiers populaires de la même ville avec lesquels ils entretiennent des relations de rivalités.

---

<sup>33</sup> Journal de terrain, « l'atelier socio », séance du 24 mai 2006.

<sup>34</sup> Entretien avec Kahina, le 27 juin 2007.

« S'engage une discussion sur les "quartiers". Kahina étant du Loing et Jonathan de la Durance, on en vient à parler des rivalités qui existent entre ces deux quartiers. Kahina demande pourquoi ils se battent et Jonathan explique en disant à la fois que "Le Loing, c'est des grandes bouches" et en expliquant comment les règlements de compte sont entretenus. (...) Je leur demande si les émeutes de l'automne ont servi à parfaire ou à renforcer la réputation d'un quartier. Jonathan me répond à la fois que non, que ce n'est pas cela qui était recherché mais il m'explique en même temps que "pendant les émeutes, certains (de la Durance) disaient : "on va être les plus forts" alors que c'est au Loing qu'ils ont fait les plus forts"<sup>35</sup>. »

Les émeutes trouvent donc leur place dans ce type de sociabilité particulier qui lie entre elles des bandes d'adolescents et dont sont exclues les adolescentes. Les faits de tel quartier pendant les émeutes viennent consolider ou au contraire entacher une réputation et servent ainsi dans la suite des interactions qui lient ces bandes rivales. De ce point de vue là encore, les émeutes demeurent une affaire d'homme et participent aux modes de virilisation dont disposent des adolescents ou de jeunes hommes qui peuvent par ailleurs se sentir menacés dans leur virilité du fait de la précarité de leur situation professionnelle (Hamel 2003 : 88). Il est aussi à noter que dans le déroulement même de l'échange transcrit plus haut, la question de Kahina – « Moi, je ne comprends pas pourquoi ils se battent<sup>36</sup> » – qu'elle prononce en se tournant vers moi et en feignant de ne pas connaître la réponse permet à Jonathan de reprendre la parole et d'expliquer de l'intérieur le sens de ces rivalités. Paradoxalement, tout en marquant une distance par rapport aux modes de fonctionnements du quartier que Kahina revendique par ailleurs, sa question sert à confirmer Jonathan dans son rôle de garçon. Il peut ainsi expliquer la manière dont se manifeste la rivalité qui existe entre ces deux quartiers et préciser comment il participe au jeu de provocations et de défis que se lancent les bandes rivales par l'intermédiaires de leurs blogs.

Ainsi, les adolescents ont eu tendance à revendiquer le fait que seuls des garçons avaient participé aux émeutes parce que le fait des émeutes prenait un sens dans le cadre d'une répartition genrée des rôles et servait par la teneur et l'intensité de l'événement à renforcer et à consolider ces adolescents dans ce qu'ils considèrent être leur rôle d'homme. Fait pour le moins attendu, la non-participation des adolescentes était revendiquée par ces enquêtés. En revanche, il peut paraître plus surprenant que des enquêté-e-s, comme Kahina par exemple qui affichent par ailleurs une position féministe, assument non seulement leur non-participation mais aussi plus généralement la non-participation des adolescentes à ce mouvement.

### ***Comment analyser la non-participation des filles ?***

Comme il a été dit au début de cette dernière partie, les analyses qui suivent peuvent être en partie biaisées du fait de mon parcours d'enquête. En tout cas, je souhaiterais en partant de l'assomption, signifiée par les enquêtées que j'ai rencontrées, non seulement approfondir l'analyse des rapports de genre mais aussi voir l'impact politique des modes d'articulation entre classe, race et genre, l'enjeu étant de déterminer si cette non-participation révèle une fragmentation de la mobilisation qu'ont constitué les émeutes ou s'il ne s'agit que d'une différenciation des pratiques qui sert en fait à renforcer le message lancé par les émeutiers.

Dans les entretiens qu'elles m'ont accordées, mes enquêtées expliquent la non-participation des filles aux émeutes par deux types d'arguments : un que je nommerais l'argument des

---

<sup>35</sup> Journal de terrain, atelier « socio », séance du 20 juin 2006, centre d'insertion professionnelle, Doucy.

<sup>36</sup> Journal de terrain, notes prises pendant la séances de de l'atelier « socio » du 20 juin 2006.

moyens dont disposent les filles et un autre qui serait celui-ci de la reduplication dans les émeutes d'une répartition genrée des rôles et de la sociabilité du quartier.

L'argument des moyens vise à expliquer la non-participation des filles aux émeutes en montrant qu'elles n'ont pas recouru à ce type de pratique soit par ce qu'elles étaient plus lucides sur les retombées de l'événement soit parce qu'elles disposaient en général d'autres moyens qui rendaient le recours aux émeutes inutile. Quand je lui pose la question de la non-participation des filles aux émeutes, Kahina me donne comme premier élément de réponse le fait que les filles soient « plus nettes dans leurs têtes et qu'elles se sont dit que ça ne servait à rien<sup>37</sup> » tandis que Koudietou D.<sup>38</sup> me disait quand je lui demandais comment les filles pouvaient se révolter : « Ben, les filles, elles bossent ! Je vois mes copines qui sont reubeux ou d'origine africaine, bien souvent dans les familles, c'est les filles qui sont les plus diplômées<sup>39</sup> ». En ce sens, la non-participation ne serait pas le signe d'une domination subie par les filles mais bien plutôt du fait qu'elles s'en sortent mieux que les garçons.

L'argument de la reduplication dans les émeutes d'une répartition genrée des rôles explique, quant à lui, la non-participation des filles aux émeutes en plaçant les émeutes dans la continuité des autres formes de sociabilité qui existent au sein des quartiers. Kahina m'explique ainsi qu'il n'y a pas de raison de s'étonner que seuls des adolescents aient pris part aux émeutes dans la mesure où dans toutes les autres activités, garçons et filles ne se mêlent pas. « D'un côté c'est vrai qu'on se connaît, mais généralement les mecs restent avec les mecs et les filles restent avec les filles<sup>40</sup> », expliquera-t-elle. La non-mixité dont elle parle ici renforce le fait que garçons et filles ne partagent pas la même expérience. Elle m'expliquera par exemple que les émeutes ont été menées par des adolescents parce que c'est eux qui sont soumis de manière systématique aux contrôles de police et aux formes d'humiliations qui leur sont liées alors que les filles y échappent, et disant cela, Kahina justifie à la fois les émeutes et la répartition genrée qui les a structurées. Le fait que les violences policières touchent uniquement les garçons révèle l'usage illégitime de la violence auquel a recouru la police et expliquent à ses yeux pourquoi les filles tout en soutenant le mouvement n'y ont pas pris part. Les raisons du déclenchement des émeutes sont en ce sens définitoire des modalités prises par le mouvement au moment de son effectuation. La non-participation des filles, si elle est à comprendre dans le cadre d'une différenciation des pratiques, ne constitue pas un élément de fragmentation des émeutes de l'automne 2005.

En fait, la non-participation des filles est aussi à comprendre comme une réponse à une racialisation du discours féministe émancipateur. Si l'on prend le cas de Kahina, il peut paraître, à première vue, étonnant qu'une jeune fille qui affirme une volonté d'émancipation justement par rapport à la répartition genrée des rôles et dit par exemple souffrir du sort fait aux femmes dans le village natal de ses parents en Algérie<sup>41</sup>, accepte, voire revendique la répartition genrée des rôles observée lors des émeutes. En reprenant les analyses faites par Christelle Hamel sur le positionnement de filles d'immigrés maghrébins par rapport à un certain type de discours féministe (Hamel 2005) et en les appliquant à la question qui nous intéresse ici, la non-participation des filles serait alors à comprendre comme une manière d'apporter crédit aux modalités de virilisation choisies par les garçons de leurs quartiers ou de

---

<sup>37</sup> Entretien avec Kahina, le 27 juin 2007.

<sup>38</sup> J'ai rencontré Koudietou D. par l'intermédiaire d'un des éducateurs spécialisé qui travaille avec le centre d'insertion professionnelle. Âgée de trente-quatre Koudietou D. travaille au CROUS de Doucy après avoir travaillé pendant dix dans un autre CROUS de la région parisienne. Elle est mariée et mère de deux enfants. Ses parents sont des immigrés originaires du Mali qui sont devenus français au début des années 1980. Elle habite à Frépigny, une commune populaire attenante à Doucy.

<sup>39</sup> Entretien avec Koudietou D., Frépigny, le 4 mai 2007.

<sup>40</sup> Entretien avec Kahina, le 27 juin 2007.

<sup>41</sup> « Je vois mes cousines, comment ils les traitent... Comme des boniches ! Elles n'ont pas de vie ! », entretien avec Kahina, le 27 juin 2007.

ne pas rivaliser avec les garçons de leurs quartiers comme le voudrait un certain discours féministe émancipateur qui par ailleurs racialise le sexisme dont font preuve les garçons. Alors que ces derniers sont disqualifiés par le discours ambiant sur « les sauvageons » ou par la polémique autour des tournantes par exemple dans leur identité de genre, la non-participation des filles fonctionnerait de manière paradoxale comme un soutien indirect qui leur serait apporté ou du moins une manière de dire qu'elles n'adhèrent pas aux analyses offertes par un certain type de discours féministe. La non-participation des filles révèle ainsi l'impact politique de la stigmatisation raciale ou racialisée sur les identifications genrées que font les individus d'eux-mêmes. Les filles n'ont pas participé aux émeutes, non pas parce qu'elles ne le voulaient mais parce qu'elles ne pouvaient le faire sans prendre le risque d'aller dans le sens d'un discours émancipateur qui opère par ailleurs une disqualification racialisée des garçons de leur âge et de leur origine – sociale, géographique, culturelle ou religieuse – et plus largement des hommes de leur entourage. Si la non-participation des filles aux émeutes révèle une forme de domination, cette dernière consiste dans le fait que leur émancipation ne puisse pas se faire sans le renforcement de la disqualification racialisée des hommes de leur entourage. Elle marque de plus belle le fait que l'intersectionnalité (Crenshaw 2003) des déterminants de classe, de race et genre fonde et détermine le type particulier de domination qu'elles subissent.

\*\*\*\*

Le matériau ethnographique recueilli pendant l'enquête de terrain met en évidence l'existence d'un discours politique tenu par ces enquêté-e-s sur les émeutes de 2005. Si l'organisation d'un atelier « socio » a pu opérer une sélection des « stagiaires » qui avaient des choses à dire et leur fournir ensuite un espace de reformulation de leurs discours, il n'en demeure pas moins que ces dernier-ère-s tenaient sur l'événement une analyse politique qui interrogeait l'État en tant que détenteur du monopole de la violence légitime et rendait compte d'une situation où l'articulation particulière des éléments d'identification en termes de classe, de race et de genre est la structure même du type de domination qu'elles et ils subissent.

## Bibliographie

- Braconnier, Céline et Dormagen, Jean-Yves (2007), *La Démocratie de l'abstention*, Paris, Gallimard, coll. « Folio actuel ».
- Butler, Judith (2001), « Simplement culturel ? », *Actuel Marx*, 30, « Les rapports sociaux de sexe », p. 201-216.
- Crenshaw, Kimberlé W. (2005), « Cartographie des marges: intersectionnalité, politique de l'identité et violences faites aux femmes de couleur », *Cahiers du genre*, 39 « Féminisme(s): penser la pluralité », p. 51-82.
- Dorlin, Elsa (2005), « De l'usage épistémologique et politique des catégories de "sexe" et de "race" dans les études sur le genre », *Cahiers du genre*, 39, « Féminisme(s): penser la pluralité », p.83-106.
- Fassin Didier et Fassin Éric (dir.) (2006), *De la question sociale à la question raciale. Représenter la société française*, La Découverte, coll. « Cahiers libres ».

- Fassin Éric (2004), *Ethnographie des débats publics et des pratiques privées*  
Sexualité, reproduction, parenté, Communication au colloque Ethnografeast II :  
La fabrique de l'ethnographie / The Manufacturing of Ethnography, Session 6 : « Au-delà  
de l'ethnographie ? ».
- Fraser, Nancy (2005), « Multiculturalisme, anti-essentialisme et démocratie radicale, genèse  
de l'impasse actuelle de la théorie féministe », *Cahiers du genre*, 39, « Féminisme(s):  
penser la pluralité » p. 27-50.
- Gaxie, Daniel (2003), « Une construction médiatique du spectacle politique ? Réalité et  
limites de la contribution des médias au développement des perceptions négatives du  
politiques », p. 325-356, in *La Politisation*, Lagroye (dir.), Paris, Belin, coll. « Socio-  
histoires ».
- (1978), *Le Cens caché*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Sociologie politique ».
- Gilroy, Paul (2003), *L'Atlantique noire. Modernité et double conscience*, Paris, Kargo, 2003.
- Hamel, Christelle (2005), « De la racialisation du sexisme ou sexisme identitaire »,  
*Migrations Société*, 17 (99-100).
- (2003), « Faire tourner les meufs. Les viols collectifs: discours des médias et des  
agresseurs », *Gradhiva*, 33, p.85-92.
- Hirschman, Albert (1995), *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard, coll. « L'espace du  
politique ».
- Kergoat, Danièle (2001), « Le rapport social de sexe. De la reproduction des rapports sociaux  
à leur subversion », *Actuel Marx*, 30, « Les rapports sociaux de sexe », p. 85-100.
- Lagroye, Jacques (dir.) (2003), *La Politisation*, Paris, Belin, coll. « Socio-histoire ».
- Thompson Edward Palmer (1971), « The Moral Economy of the English crowd », *Past and  
Présent*, 50, p. 76-136.

### ***Sites internet***

[www.ehess.fr/enseignements/cercles-banlieues/video\\_modele\\_republicain](http://www.ehess.fr/enseignements/cercles-banlieues/video_modele_republicain)